NOTES

[1] Freda Hawkins, Canada and Immigration. *Public Policy and Public Concern*, Montreal and London, McGill-Queen's University Press, 1972

[2] Diane Farmer and Emanuel Da Silva, Vitalité des milieux, vitalité des parcours. Réflexions sur l'évolution de la recherche sur l'immigration Francophone en milieu minoritaire, Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CREFO), 2012.

[3] Nicole Gallant and Chedly Belkhodja. "Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes Francophones et acadiens au Canada", *Études ethniques du Canada*, vol.37, no. 3, p. 35-58.

[4] Christophe Traisnel and Isabelle Violette, "Qui ça, nous? La questions des identités multiples dans l'aménagement d'une représentation de la francophonie en Acadie du Nouveau-Brunswick" (with Isabelle Violette), in *Produire et reproduire la francophonie en la nommant*, Nathalie Berger, Nicolas Garant et alii (dir.), Sudbury: Prises de parole, p. 101-122, 2010.

[5] Raffaele Iacovino and Rémi Léger, "Francophone Minority Communities and Immigrant Integration in Canada: Rethinking the Normative Foundations", Canadian Ethnic Studies, Volume 45, Number 1-2, 2013, pp. 95-114.

[6] Monica Heller. *Paths to Post-Nationalism. Acritical Ethnography of Language and Identity*, New York, Oxford University Press, 2011.

[7] Violette, Isabelle (to be published) "Discours, représentations et nominations: le rapport au "chiac" chez les immigrants Francophones à Moncton (Acadie)", *Vues sur les français du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval.

[8] Erin Tolley and Robert Young (dir.). *Immigrant Settlement Policy in Canadian Municipalities*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2011.

[9] Aude Claire Fourot, *L'intégration des immigrants. Cinquante ans d'action publique locale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013.

RÉFLEXION AUTOUR DE LA 8E JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR L'IMMIGRATION FRANCOPHONE

Chedly Belkhodja est professeur titulaire et directeur de l'École des affaires publiques et communautaires à l'Université Concordia. Il détient un doctorat nouveau régime en science politique de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et une maîtrise en science politique de l'Université de Montréal. Ses recherches portent sur les questions de l'immigration dans les villes de taille moyenne et dans les régions de faible immigration.

Christophe Traisnel est professeur agrégé de science politique à l'Université de Moncton. Il est titulaire d'un Philosophiae Doctor de l'Université de Montréal et d'un Doctorat de l'Université de Paris II Panthéon-Assas. Il est également diplômé de la Faculté de droit de Lille II (Maitrise de droit public ; Maîtrise de science politique). Ses thèmes de recherche sont les minorités linguistiques, l'immigration francophone, le nationalisme de contestation, l'engagement politique et social, les mouvements sociaux et la Francophonie internationale.

Depuis une dizaine d'années en effet, il est devenu assez banal de constater une plus grande production de recherche sur la problématique de l'immigration francophone au Canada. Un outil indispensable à la diffusion de cette recherche a été les journées de réflexion sur l'immigration francophone, inscrites depuis huit années, au programme de la conférence Métropolis depuis 2006.

Au début des années soixante-dix, dans un ouvrage classique, Freda Hawkins soulignait déjà que l'immigration au Canada doit être plus qu'une politique visant à combler des besoins en emploi, mais une politique nationale d'immigration devant répondre à des considérations géographiques, identitaires et sociales[1]. L'auteure indiquait également le rôle crucial de la recherche pour le développement de politiques publiques. À cette époque, le terrain de la recherche se résumait à des initiatives individuelles et non des projets collaboratifs tels que Métropolis ou de vastes partenariats comme Voies vers la prospérité et l'Alliance de recherche sur les savoirs de la gouvernance minoritaire, qui ont largement (et qui contribuent encore) à paver la voie d'un véritable champ de recherche très interdisciplinaire. Une autre recommandation de Hawkins était de lier la recherche à la sensibilisation du public à l'apport de l'immigration à la société canadienne. L'enjeu soulevé par l'auteure était de mieux faire comprendre à la population canadienne les transformations démographiques en cours, notamment l'augmentation de l'immigration extra-européenne.

La décennie 1990-2000 a transformé le paysage de l'immigration au Canada. La mobilité recomposée des individus, un libéralisme plus offensif, la diversification des flux de population, les réformes du système de l'immigration, et la mise sur pied de mécanismes de sélection plus ciblés sont des tendances fortes d'un nouveau paradigme de l'immigration. Le gouvernement fédéral met aussi l'accent sur la répartition des nouveaux immigrants à la grandeur du territoire canadien. Dès 2001, la politique de régionalisation du gouvernement fédéral aura ainsi profité à l'effort des communautés francophones du Canada visant à faire de l'immigration une priorité

de leur développement et de leur engagement dans les mécanismes de la gouvernance entourant le dossier des langues officielles et de la dualité linguistique.

Depuis une dizaine d'années en effet, il est devenu assez banal de constater une plus grande production de recherche sur la problématique de l'immigration francophone au Canada. Cela s'est fait de façon graduelle. D'une part, les organismes communautaires de la francophonie canadienne ont très tôt pris conscience de l'importance que revêtait l'immigration pour les Communautés francophones en situation minoritaire. Confrontées depuis longtemps à un déclin démographique préoccupant, l'immigration est devenue au fil des ans un enjeu de premier plan pour ces communautés qui ont perçues dans la venue de francophones « d'ailleurs » une possibilité nouvelle d'enrichir et de dynamiser les « francophonies d'ici ». D'autre part, des universitaires et des chercheurs ont développé un champ de recherche pouvant appuyer l'élaboration des politiques. Des synthèses de recherche ont donné un bon aperçu de l'évolution et de la diversité des travaux sur l'immigration francophone[2].

Au début, la recherche en immigration francophone a eu ce privilège de se positionner un peu comme le « petit », venant de la périphérie et étant en mesure de poser des questions différentes susceptibles de renouveler un regard dominant ou profondément « national » de l'immigration. Les questions soulevées cherchaient à explorer des voies originales, autour, par exemple, des relations entre minorités et majorités, et les conséquences de ces rapports dans la prise en compte de l'immigration. Le fameux « eux » et le « nous » est-il différent au sein de la minorité ?[3] Comment s'agencent les particularismes de communautés issues de la dualité linguistique avec cette diversité culturelle portée par l'immigration francophone ?[4] Par des enquêtes de terrain, la recherche a illustré des parcours d'intégration des nouveaux arrivants au sein d'espaces comme l'école, le milieu urbain ou la ruralité. La recherche sur l'immigration a aussi dévoilé de nouvelles problématiques identitaires, notamment l'inscription du discours de la diversité ethnique dans le cadre de la dualité linguistique et d'une narration assez homogène du récit francophone. Mais, aujourd'hui, l'enjeu de l'immigration francophone doit s'articuler dans une discussion autour des réformes actuelles au système d'immigration canadien. Il est crucial pour les CFSM de se positionner par rapport à des transformations profondes et d'arriver à y trouver sa place. Un besoin important de recherche doit se faire dans cette optique, c'est-à-dire à mieux évaluer la performance économique des immigrants francophone et la capacité des CFSM à opérer dans un nouveau paradigme de l'immigration économique. On le sait, l'introduction du modèle de la Déclaration d'intérêt par Citoyenneté et Immigration Canada, en 2015, risque d'avoir une incidence profonde sur la sélection des immigrants qualifiés pouvant combler des besoins économiques à court terme. Les communautés francophones sont-elles prêtes à jouer ce jeu ? Quel peut-être l'impact à moyen et court terme sur l'immigration francophone, et sur les CFSM ?

C'est dans ce sillage que les journées de réflexion sur l'immigration francophone, inscrites depuis huit années, au programme de la conférence Métropolis, ont permis de faire le point sur la recherche en immigration francophone. Ces journées sont également l'occasion de rapprocher les chercheurs, les décideurs publics et les acteurs communautaires permettant ainsi tout à la fois un transfert des connaissances, et un échange productif sur les besoins, variés, en terme de recherche.

Sous le thème « Francophonie canadienne et diversité immigrante : les défis d'une rencontre réussie », la 8e journée de réflexion sur l'immigration francophone a ainsi abordé les succès et les défis d'un projet d'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) à la fois du point de vue de l'immigrant et de celui de la société d'accueil. Dans la rencontre entre les deux se réalise un processus d'intégration et d'inclusion et se posent des questions au niveau des politiques et des capacités institutionnelles, ainsi qu'au niveau des trajectoires des immigrants. Le thème de la journée a visé à mettre la focale sur l'un des défis centraux qui entourent la question de l'immigration francophone, à savoir celui de la réussite de l'expérience d'immigration, tant du point de vue de l'immigrant que de celui de la société d'accueil. Il apparait bien souvent que cette réussite ne dépende pas que de l'immigrant lui-même, ou des conditions de son accueil, mais également de la rencontre entre l'un et l'autre à travers les divers espaces d'intégration et d'inclusion localement disponibles. Dit autrement, il convient peut-être de sortir d'une approche très globale de l'immigration en terme d'offre et de demande, pour s'intéresser à la dimension plus socioculturelle qui, elle aussi, caractérise les rapports entre ces francophonies d' « ici » et la diversité culturelle d'immigrants « venus d'ailleurs ». Dans ce cadre, ce sont bien évidemment les questions telles que de l'accès à l'information pré-départ, le choix des communautés, la place de la diversité, les conditions d'insertion dans les tissus économiques locaux, la sensibilisation des entrepreneurs aux défis de l'immigration, mais aussi la variété des parcours migrants qui ont été abordés dans le cadre de cette journée.

La thématique globale s'est traduite en quatre grands axes stratégiques s'agissant de la recherche sur l'immigration francophone :

- Qui ça, « nous » ? Dit autrement, de quelle(s) communauté(s) francophone(s) s'agit-il ?

- Qui agit ? Dit autrement, quels sont les principaux acteurs des politiques d'immigration au Canada, et comment leurs différentes interventions s'agencent-elles dans un contexte fédéral ?

- De qui s'agit-il ? Dit autrement, sommes-nous en mesure d'introduire plus de singularité et de contrastes dans notre manière d'appréhender les divers processus migratoires, et comment ceux-ci s'insèrent dans la manière dont, au Canada, on élabore les politiques d'immigration ?

- Quels sont les besoins en matière de recherche ? Face à cette diversité de communautés, d'acteurs, de processus migratoires, quel doit être le rôle des chercheurs, et à quelle enjeu de réussite doivent ils répondre ?

Le premier atelier a eu pour objectif de cerner la manière dont les CFSM se représentent les enjeux de l'immigration et de la diversité. Cet arrimage n'est pas toujours facile car il implique des points de vue multiples, à la fois normatifs et empiriques. Comment les CFSM composent-elles avec l'immigration et la diversité ? Comment les CFSM se définissent-elles et comment peut-on les définir selon l'angle particulier de l'immigration ? Comment l'immigrant s'insère-t-il dans sa communauté d'accueil ? Bien qu'ils reconnaissent la valeur du projet de l'immigration francophone au Canada, un projet qui cadre dans les objectifs de la Loi sur les langues officielles du Canada, Rémi Léger (Simon Fraser University)[5], Monica Heller (University of Toronto)[6] et Isabelle Violette (Université de Moncton)[7] ont proposé les jalons d'une lecture critique qui identifie des voies de passages entre la nation et la mondialisation, la communauté et l'individu, l'ancrage et la mobilité. Un marqueur identitaire central du milieu de vie francophone reste la langue mais celle-ci évolue par le rapport avec le nouvel arrivant. Cédric de Chardon, gestionnaire de la recherche à Citoyenneté et Immigration Canada, a quant à lui rappelé l'importance de travailler à partir d'une définition mesurable d'une communauté francophone en situation minoritaire.

Le second atelier a porté plus particulièrement sur la gouvernance dans le dossier de l'immigration, et notamment sur le rôle des pouvoirs locaux. Une rencontre réussie entre l'immigrant et la société d'accueil implique en effet une collaboration entre plusieurs intervenants et paliers de gouvernements. Les récents changements au système d'immigration canadien et les réflexions actuelles sur la nouvelle vision en matière d'établissement donnent lieu, entre autres, à de nouveaux rôles pour les acteurs gouvernementaux aux échelles locale, provinciale/territoriale et nationale. Dans ce cadre, Erin Tolley[8] et Aude Claire Fourot[9] ont abordé chacune à travers un angle bien spécifique la question de la gouvernance à partir du partage des compétences en matière d'immigration entre le fédéral et les provinces et le rôle de plus en plus actif du palier municipal.

La réflexion s'est ensuite poursuivie sous la forme de deux tables-rondes dont l'objectif était de favoriser des échanges avec l'auditoire. La première table ronde a examiné la mise en œuvre du continuum du point de vue des acteurs. Ces dernières années, les politiques et les initiatives ont beaucoup misé sur le principe du continuum de l'immigration francophone. Le continuum implique le principe d'assurer l'accompagnement d'un candidat à l'immigration jusqu'à l'obtention de la citoyenneté canadienne. Quels sont les défis et les occasions de la mise en place d'un parcours francophone ? Quelles sont les meilleures pratiques dans les synergies entre services d'établissement francophone et anglophone ? Comment l'immigrant vit-il le processus sur le continuum ? Les acteurs communautaires ont-ils accès aux données sur le parcours des nouveaux arrivants ? Quels sont les impacts pour leurs rôles respectifs et les capacités des CFSM ? Les expériences et les expertises des différents intervenants ont tenté d'éclairer ces questionnements, à travers notamment l'évocation des contrastes entourant chaque parcours migrant, mais également la question de l'insertion au sein des CFSM.

La deuxième table ronde a porté sur les défis de la recherche en matière d'immigration au sein des CFSM. Même si une communauté de chercheurs s'intéresse aux questions de l'immigration et de la diversité au sein des CFSM, des enjeux existent à plusieurs niveaux : financiers, structurels, thématiques. Quelles recherches et quelles données manque-t-il ? Quelles lacunes en ces matières devraient-elles être comblées en priorité ? Initiée par quelques panélistes, la discussion s'est poursuivie par un dialogue élargi avec les participants quant aux pistes de solutions possibles pour renforcer les capacités en matière de recherche et favoriser une relève de chercheurs. Plusieurs enjeux ont émergé de la discussion. Premièrement, la possibilité de faire de la recherche dépend d'un appui financier stable. Il est important de noter que dans le cadre de la nouvelle feuille de route sur la dualité linguistique, des sommes ont été allouées pour la recherche au sein des communautés de langues officielles en situation minoritaire. Deuxièmement, la recherche repose sur l'implication du chercheur dans la production du savoir. Il y a d'une part une réflexion à faire sur son engagement à explorer des problématiques pouvant répondre aux préoccupations des acteurs communautaires. Le chercheur d'autre part a un devoir moral de poser les questions que personne ne souhaite poser, de proposer des analyses pouvant confronter le discours dominant. Dans cette perspective, l'accent mis sur la relève est une priorité car elle permet de diversifier les discours, et l'ensemble de la journée a permis de démontrer la pertinence de sortir du bassin francophone pour nous permettre d'apporter des perspectives nouvelles au sujet de l'immigration francophone.

Enfin, il est important de rappeler que la recherche doit répondre aux besoins des communautés. Son utilisation par les intervenants communautaires nous semblent une question cruciale et parfois mal entendue par les agences subventionnaires. Une des grandes réussites du projet Métropolis a été de constituer une relation de confiance entre les chercheurs, les décideurs publics et la communauté et d'arriver à trouver un langage commun. Le défi reste désormais de pérenniser cette confiance dans une collaboration féconde.

NOTES

[1] Freda Hawkins, *Canada and Immigration. Public Policy and Public Concern*, Montreal and London, McGill-Queen's University Press, 1972.

[2] Diane Farmer et Emanuel Da Silva, Vitalité des milieux, vitalité des parcours. Réflexions sur l'évolution de la recherche sur l'immigration francophone en milieu minoritaire, Centre de recherches en éducation franco-ontarienne (CREFO), 2012.

[3] Nicole Gallant et Chedly Belkhodja. « Production d'un discours sur l'immigration et la diversité par les organismes francophones et acadiens au Canada», *Études ethniques du Canada*, vol.37, no. 3, p. 35-58.

[4] Christophe Traisnel et Isabelle Violette, « Qui ça, nous ? La question des identités multiples dans l'aménagement d'une représentation de la francophonie en Acadie du Nouveau-Brunswick » (avec Isabelle Violette), dans *Produire et reproduire la francophonie en la nommant*, Nathalie Bélanger, Nicolas Garant et alii (dir.), Sudbury : Prises de parole, p. 101-122, 2010.

[5] Raffaele Iacovino et Rémi Léger, « Francophone Minority Communities and Immigrant Integration in Canada : Rethinking the Normative Foundations », *Canadian Ethnic Studies*, Volume 45, Number 1-2, 2013, pp. 95-114.

[6] Monica Heller, *Paths to Post-Nationalism. A Critical Ethnography of Language and Identity*, New York, Oxford University Press, 2011.

[7] Violette, Isabelle (à paraître), « Discours, représentations et nominations : le rapport au « chiac» chez les immigrants francophones à Moncton (Acadie)», *Vues sur les français du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval.

[8] Erin Tolley et Robert Young (dir.). *Immigrant Settlement Policy in Canadian Municipalities*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2011.

[9] Aude Claire Fourot, *L'intégration des immigrants. Cinquante ans d'action publique locale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013.

IMPACTS OF DEVOLVING SETTLEMENT FUNDING ON GOVERNMENT-SPOS RELATIONSHIP: BC EXPERIENCE[1]

Miu Chung Yan, PhD is a Professor at the University of British Columbia, School of Social Work. His major interests in immigration study include newcomers' challenges and needs of settlement and integration, youth from immigrant families and place-based approach of social integration.

Ben Pollard is the Director, VPS Portfolio Initiatives at UBC and former Director, Program Management and Evaluation at the Immigration Integration Branch of the Ministry of Jobs Tourism and Innovation. He has held a variety of evaluation, strategic planning and performance management portfolios over the past 12 years in the BC public service and has worked with both the federal government and non-profit sector on evaluation as both a consultant and volunteer. He is currently pursuing his PhD at the University of Victoria in Public Administration, with an emphasis on network formation in complex social policy arenas.

Government and SPOs have always had an asymmetric-symbiotic relationship the success of which requires not only mutual trust and respect. In this paper, based on the fifteen-year settlement funding devolution experience of British Columbia, we argue that a successful government-SPOs relationship also requires both sides to take concrete steps to collaboratively enact the principles of mutual trust and respect.

In Canada, the voluntary sector has played an important role in delivering government funded social programs in many areas. To recognize the contribution of the voluntary sector, the Government of Canada and the sector signed an accord which outlines the values and principles that govern their partnership. In the Foreword of the Accord (Voluntary Sector Task Force, 2001), it states this partnership is built upon a sound foundation of trust and mutual respect. No doubt these two principles are necessary for a successful partnership; however, given some of the dynamics between funding agencies and the voluntary sector, trust and mutual respect as broad concepts are not sufficient to explain how a successful partnership works.

In the field of settlement services, the voluntary sector has traditionally partnered with the government to deliver services to newcomers to Canada. This partnership has become almost a symbiotic – coexisting and interdependent – relationship between the government and the service provider organizations (SPOs), a great majority of which are voluntary organizations.

However, this symbiotic relationship is not in an equal footing. It is asymmetrical in terms of control: while SPOs have the expertise and mechanism to deliver the service in the community, they have relatively little power compared to the government which has control of funding, policy making, program development and monitoring and evaluation.

The asymmetrical power of control has led to an inherent tension in the government-SPO partnership. Understanding this tension and effective approaches to addressing this tension has to go beyond broad concepts of mutual trust and respect and speak to the actions and approaches that build partner-